



Assemblée générale

Distr. générale
22 décembre 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-sixième session

22 février-19 mars 2021

Point 2 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Conclusions et recommandations des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Dans sa décision 2/102, le Conseil des droits de l'homme a prié le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de poursuivre leurs activités conformément à toutes les décisions précédemment adoptées par la Commission des droits de l'homme, et de mettre à jour les études et rapports pertinents.
2. Dans sa résolution 2004/76, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de publier chaque année les conclusions et recommandations formulées par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, de sorte que leur mise en œuvre puisse être examinée plus avant. Elle a également prié le Haut-Commissaire de continuer à établir des compilations électroniques de toutes les recommandations faites par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, par pays, dans les cas où il n'en existait pas encore, et de mettre régulièrement à jour les informations ainsi compilées. Au paragraphe 29 de l'annexe à sa résolution 65/281, l'Assemblée générale a prévu que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) continuerait de fournir des informations actuelles, complètes et facilement accessibles sur les procédures spéciales.
3. Le Secrétaire général appelle l'attention du Conseil des droits de l'homme sur les conclusions et recommandations figurant dans les rapports annuels et les additifs s'y rapportant que les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont soumis au Conseil à ses quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions, en 2020, ainsi qu'à l'Assemblée générale, à sa soixante-quinzième session¹.

II. Conclusions et recommandations

4. En 2020, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont présenté 134 rapports au Conseil des droits de l'homme et 48 rapports à l'Assemblée générale. Leurs recommandations peuvent être consultées dans l'Index universel des droits de l'homme, dans lequel on peut faire une recherche par pays, par thème et par objectif de développement durable.

¹ Disponibles à l'adresse www.ohchr.org.



A. Rapports thématiques

5. Comme le montre la liste des thèmes que les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont abordés dans leurs rapports de 2020 (voir annexe), un large éventail de questions ont été examinées, et des conseils ont été fournis aux États et aux autres parties prenantes en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international. Les titulaires de mandat ont formulé des recommandations précises à l'intention non seulement des États et d'autres acteurs, mais aussi de l'Organisation des Nations Unies, leurs rapports touchant également à divers aspects des activités de l'Organisation.

6. En 2020, sept grands thèmes sont revenus régulièrement dans les rapports présentés.

1. Objectifs de développement durable

7. Les titulaires de mandat ont continué de s'intéresser à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable.

8. Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction a souligné que, pour réaliser le Programme 2030, il importait de préserver la liberté de religion (A/75/385).

9. L'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme a fait référence au Programme 2030 dans ses recommandations concernant les mesures à prendre en faveur des personnes atteintes d'albinisme (A/HRC/43/42 et A/75/170).

10. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a mentionné l'importance de préserver l'espace civique pour réaliser le Programme 2030 (A/HRC/44/50).

11. La Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille a abordé la réalisation du Programme 2030 (A/HRC/44/46).

12. La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a fait référence à la réalisation des objectifs de développement durable dans le contexte des stratégies de lutte contre le terrorisme (A/HRC/43/46).

13. Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté s'est intéressé à l'objectif de développement durable n° 1 dans son analyse de l'état de l'éradication de la pauvreté (A/HRC/44/40).

14. La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation a fait référence au Programme 2030 dans son examen de la réalisation du droit à l'alimentation (A/HRC/43/44).

15. Le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible a mentionné l'objectif de développement durable n° 3 dans le contexte de l'examen du respect du droit à la santé mentale (A/HRC/44/48).

16. Le Rapporteur spécial sur le droit au développement a souligné qu'il existait lien entre le Programme 2030 et le droit au développement (A/HRC/45/15).

2. Prise en compte des questions de genre

17. Plusieurs rapports consacrent une large place aux droits de la femme.

18. Le Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée a consacré son rapport à l'analyse des atteintes à la vie privée fondées sur le genre (A/HRC/43/52).

19. Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction s'est penché sur la question de la violence et de la discrimination fondées sur le genre et perpétrées au nom de la religion ou des convictions (A/HRC/43/48).

20. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a rendu hommage aux femmes militantes et aux autres actrices de la société civile (A/75/184).

21. Le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition a examiné la prise en compte des questions de genre dans les processus de justice transitionnelle (A/75/174).

22. La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant a examiné la dimension de genre de la vente et de l'exploitation sexuelle d'enfants (A/75/210).

23. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences s'est intéressée à la lutte contre la violence à l'égard des femmes journalistes (A/HRC/44/52) et a également abordé la question de la corrélation entre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la pandémie de violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, en mettant l'accent sur la violence domestique (A/75/144).

24. Le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles a analysé, sous l'angle de la dimension de genre, les grandes transformations en cours dans le monde du travail (A/HRC/44/51).

25. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a examiné la question des femmes privées de liberté (A/HRC/45/16).

3. Prévention, sécurité et consolidation de la paix

26. Les titulaires de mandat ont continué de s'intéresser de près à la prévention des violations des droits de l'homme et aux questions liées à la paix et la sécurité.

27. Le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition a souligné la nécessité d'adopter des politiques de mémoire assorties de véritables mesures multidimensionnelles afin de réagir comme il se doit face aux crimes du passé et d'empêcher qu'ils se reproduisent (A/HRC/45/45).

28. La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste s'est intéressée aux conséquences, sur les droits de l'homme, des politiques et des pratiques visant à prévenir et combattre l'extrémisme violent (A/HRC/43/46).

29. L'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme a examiné les mesures préventives à prendre pour protéger, dans le monde entier, les personnes atteintes d'albinisme (A/75/170).

30. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a abordé la question de la prévention de la privation arbitraire de liberté dans les situations d'urgence de santé publique (A/HRC/45/16).

31. Le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises s'est intéressé aux violations des droits de l'homme liées à une activité commerciale dans les contextes de conflit et d'après-conflit (A/75/212).

32. Le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains a analysé la situation des défenseurs des droits humains travaillant en période de conflit et d'après-conflit (A/HRC/43/51).

33. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a examiné de quelle manière l'utilisation de mercenaires et d'acteurs apparentés changeait compte tenu de l'évolution de la nature des conflits armés contemporains (A/75/259).

34. La Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a examiné, dans son rapport (A/HRC/44/38), comment les attaques de drones remettaient en question les normes juridiques internationales et les institutions établies pour préserver la paix et la sécurité.

4. Migration

35. Les titulaires de mandat se sont penchés sur les questions liées à la migration.
36. Le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants s'est intéressé au droit à la liberté d'association des migrants et de leurs défenseurs (A/HRC/44/42) et a examiné le cadre juridique international de protection des droits humains des enfants migrants (A/75/183).
37. La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant a abordé la question de la vulnérabilité des enfants migrants et réfugiés (A/HRC/43/40).
38. La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, a tenu compte des mouvements migratoires mixtes dans son analyse des lacunes en matière de protection constatées dans les cadres juridiques et les politiques visant à prévenir et à combattre la traite des personnes (A/HRC/44/45). Elle s'est en outre penchée sur les répercussions négatives des politiques migratoires restrictives sur la protection des victimes de la traite et de l'exploitation (A/75/169).
39. Le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles s'est concentré sur la question des travailleurs domestiques migrants (A/HRC/44/51).
40. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a mis en évidence les incidences que le fait d'employer des sociétés militaires et des sociétés de sécurité privées pour contrôler l'immigration et surveiller les frontières a eu sur la protection des droits des migrants (A/HRC/45/9).

5. Changements climatiques

41. Les titulaires de mandat ont continué de s'intéresser de près à la question des changements climatiques.
42. La Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays a examiné la question des déplacements internes causés par les effets néfastes graduels des changements climatiques (A/75/207).
43. L'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale a consacré son rapport au thème de la solidarité internationale fondée sur les droits de l'homme, ou l'absence d'une telle solidarité, dans le contexte des changements climatiques (A/HRC/44/44).
44. La Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels a examiné les effets négatifs des changements climatiques sur les différentes cultures et sur la jouissance des droits culturels (A/75/298).

6. Nouvelles technologies

45. La question de l'incidence des nouvelles technologies sur les droits de l'homme a été abordée dans de nombreuses études.
46. La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a présenté un rapport sur la discrimination raciale et les nouvelles technologies numériques (A/HRC/44/57).
47. Le Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée a abordé la question du lien entre les technologies numériques et les atteintes à la vie privée fondées sur le genre (A/HRC/43/52).
48. La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant s'est penchée sur le lien entre les technologies de l'information et des communications et l'exploitation sexuelle d'enfants (A/HRC/43/40).
49. Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a analysé, dans son rapport sur la torture psychologique, les problèmes que posent les technologies émergentes (A/HRC/43/49).

50. Le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles s'est intéressé en particulier aux effets de l'évolution des technologies sur la violence en ligne à l'égard des femmes et des filles (A/HRC/44/51).

51. La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation s'est penchée sur la numérisation de l'éducation (A/HRC/44/39).

52. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a réfléchi aux difficultés que les nouvelles technologies créait en ce qui concerne l'exercice des droits à la liberté d'association et à la liberté de réunion (A/HRC/44/50).

53. Le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible a abordé, dans son rapport sur le droit à la santé mentale, la question de la surveillance numérique (A/HRC/44/48).

7. Maladie à coronavirus (COVID-19)

54. Pas moins de 14 titulaires de mandat ont consacré l'un de leurs rapports à l'examen de certains aspects de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

55. Le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible a formulé des observations sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur l'exercice du droit à la santé (A/75/163).

56. La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation a consacré le rapport qu'elle a adressé au Conseil des droits de l'homme aux effets de la pandémie de maladie à coronavirus sur le droit à l'éducation (A/HRC/44/39).

57. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a consacré l'un de ses rapports à la COVID-19 (voir par. 23).

58. L'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre s'est intéressé en particulier à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les droits humains des personnes, communautés et populations lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres et les personnes, communautés et populations de genre variant (A/75/258).

59. La Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme a axé son rapport sur les effets des sanctions unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme durant la pandémie de COVID-19 (A/75/209).

60. L'Experte indépendante chargée d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels s'est penchée sur les problèmes d'endettement que la pandémie a causés pour les pays en développement (A/75/164).

61. L'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme a examiné l'incidence de la maladie à coronavirus sur l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme (A/75/205).

62. Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a consacré son rapport à l'examen des effets de la maladie à coronavirus sur les droits de l'homme des personnes d'ascendance africaine (A/HRC/45/44 ; voir aussi A/75/275).

63. Le Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard s'est intéressé en particulier aux répercussions de la pandémie sur l'exercice du droit à un logement convenable (A/75/148).

64. Le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux a examiné les effets de la pandémie sur le devoir qui incombe aux États de prévenir l'exposition aux substances dangereuses (A/HRC/45/12).

65. Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones a examiné les effets de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur les droits individuels et collectifs des peuples autochtones (A/75/185).

66. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences a consacré l'un de ses rapports à l'impact de la pandémie de maladie à coronavirus sur les formes contemporaines d'esclavage et les pratiques analogues à l'esclavage (A/HRC/45/8).

67. Le Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée s'est intéressé en particulier aux aspects de la pandémie de COVID-19 liés à la vie privée (A/75/147).

68. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a rédigé un rapport consacré aux pandémies et à la liberté d'opinion et d'expression (A/HRC/44/49).

8. Héritage laissé par les titulaires de mandats, anniversaires de mandats et meilleures pratiques dégagées

69. Plusieurs titulaires en fin de mandat ont formulé des appréciations et recommandations finales concernant leur mandat ou exposé les meilleures pratiques dégagées dans le cadre de leurs travaux.

70. Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement a présenté un rapport dans lequel il a décrit les progrès accomplis dans la réalisation des droits à l'eau et à l'assainissement au cours des dix dernières années (A/HRC/45/11).

71. Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a présenté un rapport marquant le dixième anniversaire de la création du mandat (A/HRC/44/50).

72. Le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux a présenté un rapport destiné à marquer le vingt-cinquième anniversaire de la création du mandat (A/75/290).

73. L'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme a présenté un recueil des meilleures pratiques en matière de protection des droits humains des personnes atteintes d'albinisme².

74. Quatre rapporteuses spéciales en fin de mandat ont présenté des rapports finaux donnant un aperçu des activités menées au cours de leurs six années de mandat : la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants (A/HRC/44/45) ; la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant (A/HRC/43/40) ; la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation (A/HRC/43/44) ; et la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones (A/HRC/45/34).

B. Rapports de pays

75. Au cours des trois sessions du Conseil des droits de l'homme dont il est question dans le présent rapport, les titulaires de mandats thématiques ont présenté 64 rapports de pays.

76. Dix rapports concernaient des pays d'Afrique, à savoir : l'Afrique du Sud (rapport de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme) ; les Comores (rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants) ; l'Éthiopie (rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression) ; la Gambie (rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition) ; le Nigéria (rapport de la Rapporteuse spéciale sur le logement

² Disponible à l'adresse www.ohchr.org/Documents/Issues/Albinism/A-75-170-Addendum.pdf.

convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard) ; la République du Congo (rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones) ; le Togo (rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences) ; la Tunisie (rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation) ; le Zimbabwe (rapports de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation et du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association).

77. Vingt et un rapports concernaient des États de la région Asie-Pacifique, à savoir : la Chine (rapport de l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme) ; les Fidji (rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable) ; l'Irak (rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays) ; le Japon (rapport de la Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille) ; le Kazakhstan (rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste) ; le Kirghizistan (rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires) ; le Koweït (rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées) ; la Malaisie (rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté) ; les Maldives (rapport de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels) ; la Mongolie (rapports de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne) ; la Nouvelle-Zélande (rapport de l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme) ; l'Ouzbékistan (Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats) ; le Qatar (rapports du Groupe de travail sur la détention arbitraire, de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, de l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale et de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée) ; Sri Lanka (rapports du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction et du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition) ; le Tadjikistan (rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires).

78. Neuf rapports concernaient des pays d'Europe orientale, à savoir : l'Azerbaïdjan (rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation) ; la Bosnie-Herzégovine (rapport du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants) ; la Bulgarie (rapports de la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant et du Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences) ; la Géorgie (rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises) ; la Hongrie (rapport du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants) ; le Monténégro (rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants) ; la Pologne (Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels) ; l'Ukraine (rapport de l'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre).

79. Onze rapports concernaient des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, à savoir : la Bolivie (rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels) ; le Brésil (rapports du Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux et de la Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille) ; la Colombie (rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains) ; El Salvador (Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-

répétition) ; l'Équateur (rapports du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible et de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences) ; le Honduras (rapports du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises et du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats) ; le Pérou (rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine).

80. Treize rapports concernaient des pays membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, à savoir : le Canada (rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées et Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux) ; l'Espagne (rapports du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités et du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté) ; la France (rapport de la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard) ; la Grèce (rapports du Groupe de travail sur la détention arbitraire et du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles) ; la Norvège (rapports de la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées et du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable) ; les Pays-Bas (rapports de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction) ; la Suisse (rapports du Rapporteur spécial sur le droit au développement et du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes).

81. En outre, les titulaires de mandat ci-après ont présenté des rapports sur les pays dont ils sont chargés de suivre la situation : la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus ; la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge ; l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine ; le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée ; la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée ; le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran ; l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali ; le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar ; l'Experte indépendante chargée d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie ; l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan.

1. Objectifs de développement durable

82. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été mentionné par la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, dans son rapport sur le Kazakhstan (A/HRC/43/46/Add.1), l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme, dans son rapport sur l'Afrique du Sud (A/HRC/43/42/Add.1), la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels, dans son rapport sur les Maldives (A/HRC/43/50/Add.2), la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, dans ses rapports sur le Koweït (A/HRC/43/41/Add.1), le Canada (A/HRC/43/41/Add.2) et la Norvège (A/HRC/43/41/Add.3), le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, dans ses rapports sur les Fidji (A/HRC/43/53/Add.1) et la Norvège (A/HRC/43/53/Add.2), et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, dans son rapport sur la Colombie (A/HRC/43/51/Add.1).

83. Ont également fait référence aux objectifs de développement durable : la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, dans ses rapports sur l'Azerbaïdjan (A/HRC/43/44/Add.1), le Zimbabwe (A/HRC/43/44/Add.2), et l'Italie (A/HRC/43/44/Add.5) ; la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard, dans son

rapport sur la France (A/HRC/43/43/Add.2) ; la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, dans son rapport sur le Togo (A/HRC/45/8/Add.1) ; le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, dans ses rapports sur l'Équateur (A/HRC/45/44/Add.1) et le Pérou (A/HRC/45/44/Add.2) ; et la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, dans ses rapports sur le Qatar (A/HRC/44/39/Add.1) et la Tunisie (A/HRC/44/39/Add.2).

2. Migrations

84. La question des migrations a été abordée par le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, dans ses rapports sur la Hongrie (A/HRC/44/42/Add.1) et la Bosnie-Herzégovine (A/HRC/44/42/Add.2) ; la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant, dans son rapport sur la Bulgarie (A/HRC/43/40/Add.1) ; le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, dans ses rapports sur la Malaisie (A/HRC/44/40/Add.1) et sur l'Espagne (A/HRC/44/40/Add.2) ; le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, dans son rapport sur la Géorgie (A/HRC/44/43/Add.1) ; la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, dans son rapport sur le Monténégro (A/HRC/44/45/Add.1) ; la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, dans ses rapports sur le Qatar (A/HRC/44/57/Add.1) et sur les Pays-Bas (A/HRC/44/57/Add.2) ; et la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, dans son rapport sur l'Italie (A/HRC/43/44/Add.5).

3. Changements climatiques

85. La question des changements climatiques ont été a été abordée par le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, dans ses rapports sur les Fidji (A/HRC/43/53/Add.1) et sur la Norvège (A/HRC/43/53/Add.2), le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, dans ses rapports sur la Malaisie (A/HRC/44/40/Add.1) et sur l'Espagne (A/HRC/44/40/Add.2), le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, dans son rapport sur le Brésil (A/HRC/45/12/Add.2), la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, dans son rapport sur la République du Congo (A/HRC/45/34/Add.1), et l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, dans son rapport sur le Qatar (A/HRC/44/44/Add.1).

4. Prévention

86. La question de la prévention des violations des droits de l'homme a été abordée par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, dans ses rapports sur le Tadjikistan (A/HRC/45/13/Add.1) et le Kirghizstan (A/HRC/45/13/Add.2), le Groupe de travail sur la détention arbitraire, dans son rapport sur le Qatar (A/HRC/45/16/Add.2), le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, dans ses rapports sur Sri Lanka (A/HRC/45/45/Add.1) et la Gambie (A/HRC/45/45/Add.3), la Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays, dans son rapport sur l'Iraq (A/HRC/44/41/Add.1), et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans son rapport sur les Comores (A/HRC/43/49/Add.1).

5. Rapports de suivi

87. Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement a présenté trois rapports de suivi, sur ses visites en Inde, au Mexique et en Mongolie (A/HRC/45/10/Add.1 à 3 et Add.3/Rev.1).

88. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a présenté un rapport sur les mesures prises pour donner suite aux recommandations qu'il avait formulées à l'issue de la visite effectuée en Turquie en 2016 (A/HRC/45/13/Add.4).

C. Rapports sur les communications

89. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont présenté trois rapports sur les communications, un à chaque session du Conseil des droits de l'homme. Soumis respectivement aux quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions, ces rapports regroupaient les communications envoyées par tous les titulaires de mandat entre le 1^{er} juin et le 30 novembre 2019 (A/HRC/43/77), le 1^{er} décembre 2019 et le 29 février 2020 (A/HRC/44/59), et le 1^{er} mars et le 31 mai 2020 (A/HRC/45/3).

90. Deux titulaires de mandat ont présenté des rapports dans lesquels ils ont fait part de leurs observations sur les communications envoyées et les réponses reçues. Il s'agit du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains (A/HRC/43/51/Add.3) et du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association (A/HRC/44/50/Add.4).

D. Autres rapports

91. La Présidente du Comité de coordination des procédures spéciales a présenté le rapport de la vingt-sixième réunion annuelle des rapporteurs et représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, comprenant des informations actualisées sur les procédures spéciales (A/HRC/43/64), ainsi que des informations sur les résultats obtenus par les titulaires de mandat en 2019, tant à titre individuel que collectivement (A/HRC/43/64/Add.1).

92. Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités a présenté un rapport dans lequel étaient reprises les recommandations formulées à la douzième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, qui s'est tenue les 28 et 29 novembre 2019 sur le thème « L'éducation, la langue et les droits de l'homme des minorités » (A/HRC/43/62).

93. Le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable a présenté un rapport de synthèse des principaux points abordés à un séminaire d'experts qu'il avait organisé les 20 et 21 juin 2019 et qui portait sur les bonnes pratiques, les difficultés, les obstacles et les possibilités en matière de reconnaissance et d'application du droit à un environnement sain (A/HRC/43/54).

94. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a présenté un rapport consacré à la liberté d'expression artistique (A/HRC/44/49/Add.2).

95. La Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones a présenté un rapport sur l'issue des consultations régionales sur le droit des peuples autochtones en Asie qu'elle avait organisées à Bangkok du 13 au 15 novembre 2019 (A/HRC/45/34/Add.3).

96. Le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises a présenté un rapport offrant un aperçu des principales observations et idées maîtresses issues de la huitième session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme, tenue à Genève du 25 au 27 novembre 2019 sur le thème « Il est temps d'agir : les gouvernements catalyseurs du respect des droits de l'homme par les entreprises » (A/HRC/44/56). Le Groupe de travail a également présenté un rapport sur la quatrième réunion de consultation régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur les entreprises et les droits de l'homme, tenue à Santiago les 3 et 4 septembre 2019 (A/HRC/44/43/Add.4).

97. La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a présenté un rapport sur la lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (A/HRC/44/58). Elle a également présenté un rapport dans lequel elle a examiné la multiplication des actes antisémites et la propagation de théories du complot depuis l'apparition de pandémie de COVID-19 (A/75/329).

III. Aperçu des sessions du Conseil des droits de l'homme

A. Quarante-troisième session

98. À la quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme, 18 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, à savoir 14 titulaires d'un mandat thématique et 4 titulaires d'un mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels :

- Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- La Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées
- Le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable
- L'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels
- Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction
- La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant
- L'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme
- La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation
- La Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels
- Le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains
- La Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste
- Le Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée
- La Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard
- Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée
- Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran
- La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar
- L'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali.

99. L'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine a participé au dialogue de haut niveau sur la République centrafricaine.

B. Quarante-quatrième session

100. À la quarante-quatrième session du Conseil des droits de l'homme, 19 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, à savoir 17 titulaires d'un mandat thématique et 2 titulaires d'un mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels :

- La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants
- La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation

- Le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible
- Le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles
- Le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants
- La Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille
- Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté
- La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences
- L'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre
- La Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays
- La Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires
- Le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association
- L'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale
- Le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises
- Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression
- Le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats
- La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée
- La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée
- La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus

101. Le Conseil a entendu un exposé du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar.

C. Quarante-cinquième session

102. À la quarante-cinquième session du Conseil des droits de l'homme, 16 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, à savoir 12 titulaires d'un mandat thématique et 4 titulaires d'un mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels :

- Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences
- Le Rapporteur spécial sur le droit au développement
- Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement
- Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
- Le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition
- Le Groupe de travail sur la détention arbitraire
- L'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme

- L'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable
- Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires
- Le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux
- La Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones
- Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine
- La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge
- L'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine
- L'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan
- L'Experte indépendante chargée d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie.

103. Le Conseil a entendu un exposé du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar.

Annexe

Aperçu des rapports présentés par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales en 2020

Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/44) : COVID-19, racisme systémique et protestations mondiales

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/44/Add.1) : Mission en Équateur

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/44/Add.2) : Mission au Pérou

Assemblée générale (A/74/274) : Activités du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine

Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/42) : Femmes et enfants touchés par l'albinisme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/42/Add.1) : Mission en Afrique du Sud

Assemblée générale (A/75/170) : Protection des personnes atteintes d'albinisme

Assemblée générale (A/75/170/Add.1) : Meilleures pratiques dans le domaine de la protection des droits humains des personnes atteintes d'albinisme

Groupe de travail sur la détention arbitraire

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/16) : Détention arbitraire

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/16/Add.1) : Mission en Grèce

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/16/Add.2) : Mission au Qatar

Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/43) : L'interdépendance entre la problématique des entreprises et des droits de l'homme et les objectifs de lutte contre la corruption

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/43/Add.1) : Mission en Géorgie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/43/Add.2) : Mission au Honduras

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/43/Add.4) : Quatrième réunion de consultation régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur les entreprises et les droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/56) : Huitième session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

Assemblée générale (A/75/212) : Entreprises, droits humains et régions touchées par des conflits : vers une action renforcée

Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/50) : Défenseurs des droits culturels

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/50/Add.1) : Mission en Pologne

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/50/Add.2) : Mission aux Maldives

Assemblée générale (A/75/298) : Changements climatiques, culture et droits culturels

Rapporteur spécial sur le droit au développement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/15) : Le financement du développement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/15/Add.1) : Mission en Suisse

Assemblée générale (A/75/167) : Pratiques internationales en matière de financement du développement

Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/41) : Droits des personnes handicapées

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/41/Add.1) : Mission au Koweït

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/41/Add.2) : Mission au Canada

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/41/Add.3) : Mission en Norvège

Assemblée générale (A/75/186) : Coopération internationale tenant compte du handicap

Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/13) : Disparitions forcées ou involontaires

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/13/Add.1) : Mission au Tadjikistan

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/13/Add.2) : Mission au Kirghizistan

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/13/Add.3) : Normes et politiques publiques propres à assurer des enquêtes efficaces sur les disparitions forcées

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/13/Add.4) : Suite donnée aux recommandations formulées dans le rapport du Groupe de travail sur sa mission en Turquie

Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/39) : Effets de la pandémie de maladie à coronavirus sur le droit à l'éducation - préoccupations, enjeux et perspectives

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/39/Add.1) : Mission au Qatar

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/39/Add.2) : Mission en Tunisie

Assemblée générale (A/75/178) : Interrelations entre le droit à l'éducation et les droits à l'eau et à l'assainissement

Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/53) : Droit à un environnement sain – bonnes pratiques

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/53/Add.1) : Mission aux Fidji

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/53/Add.2) : Mission en Norvège

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/54) : Bonnes pratiques des États aux niveaux national et régional en ce qui concerne les obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant à l'environnement

Assemblée générale (A/75/161) : Les droits de l'homme dépendent d'une biosphère saine

Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/38) : Utilisation de drones armés pour des assassinats ciblés

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/38/Add.1) : Observations sur les communications transmises aux Gouvernements et réponses reçues

Assemblée générale (A/75/384) : Charniers – une mise en évidence de la multitude de sites à travers l'histoire et de par le monde marquant la perpétration de massacres et la mort de personnes des suites d'actes illégaux

Rapporteur(se) spécial(e) sur le droit à l'alimentation

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/44) : Réflexion analytique sur les systèmes alimentaires, les crises alimentaires et l'avenir du droit à l'alimentation

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/44/Add.1) : Mission en Azerbaïdjan

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/44/Add.2) : Mission au Zimbabwe

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/44/Add.5) : Mission en Italie

Assemblée générale (A/75/219) : Le droit à l'alimentation dans le contexte du droit et de la politique du commerce international

Expert(e) indépendant(e) chargé(e) d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/45) : Dette privée et droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/45/Add.1) : Mission dans l'État plurinational de Bolivie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/45/Add.2) : Mission en Mongolie

Assemblée générale (A/75/164) : Remédier, sous l'angle des droits humains, aux problèmes d'endettement des pays en développement causés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/49) : Pandémies et liberté d'opinion et d'expression

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/49/Add.1) : Mission en Éthiopie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/49/Add.2) : Liberté d'expression artistique

Assemblée générale (A/75/261) : Liberté académique

Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/50) : Dix années au service de la protection de l'espace civique dans le monde

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/50/Add.1) : Mission à Sri Lanka

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/50/Add.2) : Mission au Zimbabwe

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/50/Add.4) : Observations sur les communications transmises aux gouvernements et réponses reçues

Assemblée générale (A/75/184) : Célébrer la contribution des femmes au militantisme et à la société civile : l'exercice des droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association par les femmes et les filles

Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/12) : Le devoir de prévention de l'exposition au virus de la COVID-19

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/12/Add.1) : Mission au Canada

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/12/Add.2) : Mission au Brésil

Conseil des droits de l'homme (A/75/290) : Vingt-cinquième anniversaire de la création du mandat - une analyse de son évolution, les défis qui se posent actuellement et la voie à suivre

Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/48) : Santé mentale et droits de l'homme – établissement d'un programme mondial fondé sur les droits

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/48/Add.1) : Mission en Équateur

Assemblée générale (A/75/163) : Observations sur la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) du point de vue du droit à la santé

Rapporteur(se) spécial(e) sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/43) : Lignes directrices relatives à la réalisation du droit à un logement convenable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/43/Add.1) : Mission au Nigéria

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/43/Add.2) : Mission en France

Assemblée générale (A/75/148) : COVID-19 et droit à un logement convenable

Rapporteur(se) spécial(e) sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/51) : Défenseurs et défenseuses des droits de la personne travaillant en période de conflit et au lendemain de conflits

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/51/Add.1) : Mission en Colombie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/51/Add.2) : Mission en Mongolie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/51/Add.3) : Observations sur les communications transmises aux Gouvernements et réponses reçues

Assemblée générale (A/75/165) : Priorités fixées dans le cadre du mandat

Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/47) : Indépendance des juges et des avocats

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/47/Add.1) : Mission en Ouzbékistan

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/47/Add.2) : Mission au Honduras

Assemblée générale (A/75/172) : Mesures disciplinaires et sanctions « déguisées » imposées à des juges

Rapporteur(se) spécial(e) sur les droits des peuples autochtones

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/34) : Droits des peuples autochtones et justice

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/34/Add.1) : Mission en République du Congo

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/34/Add.3) : Consultations régionales sur les droits des peuples autochtones en Asie

Assemblée générale (A/75/185) : Effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur les droits des peuples autochtones

Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/41) : Les personnes handicapées dans les situations de déplacement interne

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/41/Add.1) : Mission en Iraq

Assemblée générale (A/75/207) : Situation des personnes déplacées dans leur propre pays, dans le contexte des effets néfastes graduels des changements climatiques

Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/28) : Influences réciproques entre les politiques économiques et les dispositifs de sauvegarde des institutions financières internationales et la bonne gouvernance au niveau local

Assemblée générale (A/75/206) : Note du Secrétariat renvoyant l'Assemblée générale au rapport publié sous la cote A/HRC/45/28

Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/44) : Solidarité internationale et changements climatiques

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/44/Add.1) : Mission au Qatar

Assemblée générale (A/75/180) : Droits de l'homme et solidarité internationale

Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/46) : Cadre stratégique pour l'élaboration de plans d'action fondés sur les droits

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/46/Add.1) : Mission au Japon

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/46/Add.2) : Mission au Brésil

Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/9) : Le recours aux services de sociétés militaires et de sécurité privées dans la gestion de l'immigration et des frontières et ses incidences sur la protection des droits de tous les migrants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/9/Add.1) : Mission en Suisse

Assemblée générale (A/75/259) : Mercenaires et activités liées au mercenariat – évolution des formes, des tendances et des manifestations

Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/42) : Droit à la liberté d'association des migrants et de leurs défenseurs

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/42/Add.1) : Mission en Hongrie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/42/Add.2) : Mission en Bosnie-Herzégovine

Assemblée générale (A/75/183) : Mettre fin à la détention des enfants migrants et offrir à ces derniers une prise en charge et un accueil adéquats

Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/47) : Éducation, langue et droits de l'homme des minorités

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/47/Add.1) : Mission en Espagne

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/62) : Recommandations formulées par le Forum sur les questions relatives aux minorités à sa douzième session, consacrée au thème « L'éducation, la langue et les droits de l'homme des minorités »

Assemblée générale (A/75/211) : Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/14) : Droits de l'homme des personnes âgées : le manque de données

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/14/Add.1) : Mission en Chine

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/14/Add.2) : Mission en Nouvelle-Zélande

Assemblée générale (A/75/205) : Incidences de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/40) : L'état alarmant de l'éradication de la pauvreté

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/40/Add.1) : Mission en Malaisie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/40/Add.2) : Mission en Espagne

Assemblée générale (A/75/181/Rev.1) : La « juste transition » dans la relance économique – éliminer la pauvreté dans les limites des ressources de la planète

Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/52) : Protection contre les atteintes à la vie privée fondées sur le genre

Assemblée générale (A/75/147) : Les aspects de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) liés à la vie privée

Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/57) : Discrimination raciale et nouvelles technologies numériques - analyse sous l'angle des droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/57/Add.1) : Mission au Qatar

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/57/Add.2) : Mission aux Pays-Bas

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/58) : Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Assemblée générale (A/75/590) : Conséquences discriminatoires que les nouvelles technologies numériques ont sur les migrants, les apatrides, les réfugiés et autres non-ressortissants

Assemblée générale (A/75/329) : La multiplication des actes antisémites et la propagation de théories du complot depuis l'apparition de la maladie à coronavirus (COVID-19)

Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/48) : Violence et discrimination de genre perpétrées au nom de la religion ou de la conviction

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/48/Add.1) : Mission aux Pays-Bas

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/48/Add.2) : Mission à Sri Lanka

Assemblée générale (A/75/385) : Préserver la liberté de religion et de conviction pour tous et toutes aux fins de l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/40) : Vente et exploitation sexuelle d'enfants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/40/Add.1) : Mission en Bulgarie

Assemblée générale (A/75/210) : Aperçu de la direction stratégique que la nouvelle titulaire du mandat entend prendre

Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/53) : Pratique des thérapies dites « de conversion »

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/53/Add.1) : Mission en Ukraine

Assemblée générale (A/75/258) : Violence et discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre en période de pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

Rapporteur(se) spécial(e) sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/8) : Impact de la pandémie de maladie à coronavirus sur les formes contemporaines d'esclavage et les pratiques analogues à l'esclavage

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/8/Add.1) : Mission au Togo

Assemblée générale (A/75/166) : Aperçu des priorités du nouveau titulaire de mandat

Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/46) : Conséquences sur les droits de l'homme des politiques et des pratiques visant à prévenir et à combattre l'extrémisme violent

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/46/Add.1) : Mission au Kazakhstan

Assemblée générale (A/75/337) : Faire progresser les droits de l'homme grâce aux interactions positives entre le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire dans le contexte de la lutte antiterroriste

Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/49) : La notion de « torture psychologique »

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/49/Add.1) : Mission aux Comores

Assemblée générale (A/75/179) : Facteurs biopsychosociaux propices à la torture et aux mauvais traitements

Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/45) : Traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/45/Add.1) : Mission au Monténégro

Assemblée générale (A/75/169) : Appliquer le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et aller au-delà de cet instrument en vue d'adopter une démarche centrée sur les droits de l'homme

Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/45) : Les processus de mémorialisation dans le contexte des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire – le cinquième pilier de la justice transitionnelle

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/45/Add.1) : Mission à Sri Lanka

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/45/Add.2) : Mission en El Salvador

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/45/Add.3) : Mission en Gambie

Assemblée générale (A/75/174) : Prise en compte des questions de genre dans les processus de justice transitionnelle

Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/7) : Effets négatifs des mesures coercitives unilatérales – priorités et feuille de route

Assemblée générale (A/75/209) : Effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme

Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/52) : Combattre la violence à l'égard des femmes journalistes

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/52/Add.1) : Mission en Bulgarie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/52/Add.2) : Mission en Équateur

Assemblée générale (A/75/144) : Corrélation entre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la pandémie de violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, l'accent étant mis sur la violence domestique et l'initiative « Paix dans les foyers »

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/10) : Réalisation progressive des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/10/Add.1) : Suivi de la visite au Mexique

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/10/Add.2) : Suivi de la visite en Inde

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/10/Add.3 et Rev.1) : Suivi de la visite en Mongolie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/11) : Progrès accomplis dans la réalisation des droits à l'eau et à l'assainissement (2010-2020)

Assemblée générale (A/75/208) : Les droits de l'homme et la privatisation des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement

Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/51) : Les droits humains des femmes dans un monde du travail en mutation

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/51/Add.1) : Mission en Grèce

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/55) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Bélarus

Assemblée générale (A/75/173) : L'administration de la justice, en particulier de la justice pour mineurs, et le harcèlement judiciaire que subissent les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et d'autres membres de la société civile

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/51) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Cambodge

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/55) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/58) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

Assemblée générale (A/75/271) : Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/44/23) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Érythrée

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/61) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Assemblée générale (A/75/213) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/76) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Mali

Rapporteur(se) spécial(e) sur la situation des droits de l'homme au Myanmar

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/59) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Myanmar

Assemblée générale (A/75/335) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Myanmar

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

Assemblée générale (A/75/532) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

Expert(e) indépendant(e) chargée d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/52 et Corr.1) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Somalie

Assemblée générale (A/75/239) : Note du Secrétariat renvoyant l'Assemblée générale au rapport publié sous les cotes A/HRC/45/52 et A/HRC/45/52/Corr.1

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/45/53) : Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme au Soudan
